

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 novembre 2024

Je comprends pourquoi je ne reçois pas de soutien, tout s'explique :

C'est la France ! Ne dit-on pas, que c'est à la pratique qu'on juge les élus (et pas que)?

Une mention sur le consentement bientôt inscrite sur tous les sex-toys ? - Le Point 24 novembre 2024

La députée écologiste Marie-Charlotte Garin veut inscrire une mention sur le consentement sur tous les sex-toys, « à l'instar des mentions "manger, bouger" ».

Sur la situation politique et sociale en France.

A bas la Ve République ! "Ca a amené les Français à changer de République". L'heure d'une République sociale a sonné !

Censure du gouvernement Barnier: Bayrou appelle à ne pas "plonger le pays dans le chaos" - BFMTV 24 novembre 2024

Michel Barnier risque d'être confronté à une motion de censure déposée par la gauche à l'Assemblée nationale en décembre en cas de recours au 49.3 pour faire adopter le budget. Une motion de censure, si elle est adoptée avec les voix des députés de la gauche et du Rassemblement national, qui renverserait l'actuel gouvernement.

Avant d'ajouter: "*Un pays comme la France, dans le moment de crise que nous vivons, ne peut pas se permettre des chutes de gouvernement successives. On a connu ça, ça a amené les Français à changer de République*".

Pour lui, les différents partis politiques, y compris ceux de l'opposition, sont "*co-responsables*" de "*ce que les Français voient et entendent*". Des Français qui ne veulent pas selon lui d'une "*perpétuelle instabilité*". Dans les faits, l'avis de la population est plus tranché. Selon un sondage, réalisé par Ipsos pour *La Tribune Dimanche* et publié ce samedi 23 novembre, 53% des Français sont favorables à une censure du gouvernement Barnier.

Invité de Questions politiques (France Inter/Le Monde/Francetv), M. Vallaud a notamment dit vouloir proposer à tous les partis, à l'exception du RN "*de poser la question des conditions d'une non censure*", si le gouvernement Barnier venait à être renversé. BFMTV 24 novembre 2024

J-C - Mélenchon a décliné l'invitation, je cite : en accusant le PS d'être "*en train d'organiser un nouveau socle commun*" à la place de l'actuelle alliance du Nouveau Front populaire, lui reprochant de "*tendre la main*" au-delà de la gauche.

"*Au-delà de la gauche*", n'y sont-ils pas déjà eux-mêmes, alors que le Nouveau Front populaire est de droite puisqu'il n'a jamais rompu avec Macron et les institutions de la Ve République, encore moins avec le capitalisme.

En complément sur un autre sujet d'actualité.

Mathilde Panot - Le délit d'apologie du terrorisme inscrit dans le code pénal depuis 2014 est "*une atteinte à l'état de droit*", il devrait être inscrit dans le droit de presse.

Le déplacement dans le Code pénal du délit d'apologie du terrorisme avait été acté dans l'article 4 d'une loi promulguée en novembre 2014 et décidé par le ministre de l'Intérieur d'alors, Bernard Cazeneuve.

A l'époque, les yeux du monde sont rivés sur la Syrie et l'Irak, où un groupe djihadiste d'idéologie salafiste, appelé Daech, proclame unilatéralement l'instauration d'un califat sur un territoire à cheval sur les deux pays. Alors que de nombreux Européens viennent grossir leurs rangs, la question du terrorisme est omniprésente sur les plateaux télé et dans les débats politiques.

Bernard Cazeneuve avait affirmé que "*laisser croire que la liberté de la presse est menacée relève d'une contre-vérité absolue*". [lexpress.fr](https://www.lepoint.fr/actualites/bernard-cazeneuve-une-contre-verite-absolue-2024-11-24) 24 novembre 2024

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000029754374>

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Israël: le journal Haaretz, très critique de Netanyahu, va être privé de financement public - BFMTV 25 novembre 2024

Le ministre israélien de la Communication a annoncé ce dimanche 24 novembre que le gouvernement va "*arrêter*" de "*financer*" le journal Haaretz, très critique de Benjamin Netanyahu, de son gouvernement où siègent des ministres d'extrême droite et de la guerre menée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

« *Aujourd'hui, le gouvernement a approuvé à l'unanimité ma proposition de mettre fin à tout engagement avec le journal Haaretz de quelque manière que ce soit et de ne plus rien y publier* », a notamment écrit le ministre Shlomo Khari dans un message publié sur Instagram, expliquant que le journal est "*financé*" en partie par l'État israélien.

La date de cet arrêt de financement n'est pour le moment pas connue et aucun autre membre du gouvernement n'a commenté l'annonce.

Selon le ministre, la décision du gouvernement a été notamment motivée par des propos du propriétaire et directeur du journal, Amos Shoken, affirmant lors d'une conférence à Londres que le Premier ministre israélien "*impose un régime d'apartheid brutal au peuple palestinien*".

Des propos qui s'apparentent à "*un soutien aux ennemis de l'État*" et à une "*incitation à la haine*" contre Israël, écrit Shlomo Khari.

Considéré comme de centre-gauche selon les critères de la société israélienne, il défend l'arrêt de la guerre à Gaza, à la fois pour épargner les civils palestiniens et pour favoriser la libération des otages, et promeut plus généralement l'existence d'un État palestinien indépendant. Récemment, il s'est également montré favorable aux mandats d'arrêts requis par la Cour pénale internationale à l'encontre de Benjamin Netanyahu et de son ancien ministre de la Défense Yoav Gallant.

Etats-Unis.

Secrétaire au Trésor, Agriculture... Donald Trump étoffe sa future équipe gouvernementale - LePoint.fr/Reuters 24 novembre 2024

Autre nomination faite ce week-end : Brooke Rollins, présidente de l'America First Policy Institute (AFPI), comme secrétaire à l'Agriculture. Si cette nomination est confirmée dans les prochaines semaines par le Sénat, l'avocate qui avait dirigé le conseil de politique intérieure à la Maison-Blanche à la fin du premier mandat de Donald Trump dirigera une agence de 100 000 personnes avec un budget estimé à 437,2 milliards de dollars pour l'année 2024, rapporte l'agence Reuters.

Âgée de 52 ans, Brooke Rollins aura notamment pour mission de superviser les différents programmes agricoles et alimentaires du gouvernement. Elle aura également pour tâche de dire si elle recommande ou non l'application de crédits d'impôt sur les biocarburants et aura en charge la négociation des accords commerciaux, les recommandations diététiques, les inspections sanitaires et la lutte contre les feux de forêt.

Le ministère du Travail sera quant à lui désormais occupé par Lori Chavez-DeRemer. Éluë de l'Oregon, Donald Trump a fait savoir que cette dernière avait travaillé « *sans relâche* » avec les syndicats et les entreprises afin de renforcer la main-d'œuvre américaine.

Déjà au même poste lors du premier mandat de Donald Trump, Russ Vought devrait quant à lui être nommé directeur du Bureau de la gestion et du budget de la Maison-Blanche. Parmi ses missions, celui qui est considéré comme l'un des architectes du « *Projet 2025* » devra notamment définir les priorités en matière de budget ainsi que mettre en œuvre les promesses de campagne de Donald Trump.

Russie.

Russie: Poutine signe une loi annulant des dettes pour les soldats en Ukraine - RFI 24 novembre 2024

Pour inciter les Russes à s'engager dans l'armée sur une base volontaire, Vladimir Poutine a signé ce samedi 23 novembre un nouveau décret de loi. Il permet d'annuler la dette des Russes qui s'engagent pour combattre en Ukraine durant une année, jusqu'à un maximum de 92 000 euros.

À partir du 1er décembre, les Russes qui s'engageront sous les drapeaux pour un an pourront faire annuler leurs dettes si une ordonnance de recouvrement a été émise avant cette date. Ces règles s'appliquent également à leur conjoint.

C'est la dernière mesure incitative mise en place par les autorités pour attirer dans les rangs de l'armée les jeunes hommes âgés de 20 à 40 ans, qui sont les plus enclins à avoir contracté un emprunt, par exemple pour acheter un logement. Le montant total des dettes couvertes sera de 10 millions de roubles, environ 92 000 euros au cours actuel.

Cette mesure offre un moyen à plusieurs centaines de milliers de personnes pour se débarrasser d'un fardeau de dette, estiment les experts, car jusqu'à présent les dispositions existantes pour les combattants en Ukraine ne visaient qu'à suspendre les remboursements.

Les autres participants aux opérations militaires dans le Donbass profiteront, eux aussi, de cette annulation. Il s'agit d'une mesure attractive étant donné que le taux d'intérêt a été relevé à 21% par la banque centrale à la fin du mois d'octobre.

Plus de 13 millions de Russes avaient au moins trois emprunts au premier semestre — un chiffre en augmentation de 20 % sur un an, avec en moyenne 1,4 million de roubles de dettes (12 900 euros), selon un rapport de la Banque centrale publié le mois dernier. Beaucoup d'entre eux obtiennent d'abord des prêts bancaires, puis sollicitent d'autres emprunts auprès d'organisations de microfinance.

Dans l'autre camp, l'Ukraine dispose également d'une législation permettant aux combattants d'obtenir des conditions préférentielles pour les prêts et, dans certains cas, d'annuler leurs dettes.

Ukraine.

The Sunday Times : La corruption dans le secteur de l'énergie laisserait les Ukrainiens face à un gel mortel cet hiver - RT 24 nov. 2024

Selon The Sunday Times, l'absence, due à la corruption, de protection des infrastructures énergétiques en Ukraine risque de provoquer des *«froids sévères et mortels»* cet hiver. Le gouvernement ukrainien n'a pas suivi les conseils d'ingénieurs internationaux ni alloué les fonds nécessaires, aggravant la sécurité énergétique.

Des ingénieurs britanniques, en collaboration avec leurs collègues des États-Unis, d'Allemagne et du Japon, avaient conseillé aux Ukrainiens de construire des installations spécifiques pour protéger leur système énergétique.

Cependant, neuf mois plus tard, les travaux n'avaient toujours pas été réalisés, et la raison en est la corruption, selon The Sunday Times. Mustafa Nayyem, chef de l'agence pour la reconstruction de l'Ukraine, a démissionné en juin pour protester contre les échecs du gouvernement ukrainien, affirmant que le projet avait été délibérément retardé par le refus de Kiev de libérer les fonds alloués.

The Sunday Times cite ses propos : *«C'était impossible de travailler. Quand vous voyez que la direction du gouvernement crée des obstacles artificiels pour vous, c'est inutile»*. Son équipe

soupçonne que le projet a été retardé par des pots-de-vin non versés aux fonctionnaires du bureau du Premier ministre ukrainien, qui contrôlent les finances. *«Ils [le gouvernement] n'ont pas payé les entrepreneurs. Les entrepreneurs ont arrêté tous les projets»*, a-t-il ajouté.

Roumanie

Présidentielle en Roumanie: Calin Georgescu arrive en tête au premier tour et crée la surprise - rfi.fr

Le candidat indépendant prorusse Calin Georgescu, a qui les sondages accordaient 10 % des voix à la fermeture des bureaux de vote, arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle en Roumanie avec 22,74% des voix. Il distance le Premier ministre pro-européen (19,35%) pourtant donné favori par des instituts de sondage à la sortie des urnes. Elena Lasconi, ancienne journaliste, reconvertie en politique, arrive troisième juste derrière avec 19,01% des voix. Le nationaliste George Simion, arrive en quatrième position avec 13,91 % et ferme la marche des candidats avec plus de 10% des suffrages.

Professeur à l'université de Pitesti, ville de taille moyenne située à 100 km de Bucarest, Călin Popescu se présente comme expert environnemental. Il s'est présenté aux élections comme indépendant et utilisé principalement Tik Tok comme canal de communication. Ses messages ont un caractère messianique et proposent de sauver la nation roumaine qui aurait besoin de retrouver son prestige et sa souveraineté.

Dans les dernières semaines de la campagne électorale, Calin Georgescu a intensifié sur TikTok ses messages souverainistes, anti-occidentaux et anti-OTAN. Les commentateurs politiques de Bucarest le soupçonnent aujourd'hui d'être un cheval de Troie de Vladimir Poutine. Ancien allié du parti d'extrême droite Alliance pour l'Union des Roumains, le vainqueur du premier tour des élections présidentielles en Roumanie, a fait l'objet dans le passé d'une enquête pénale à cause de ses déclarations antisémites et pro-légionnaires, le parti d'extrême droite roumain proche d'Adolf Hitler dans les années 1940.

« L'extrême droite est en fait la première force politique du pays », souligne Sergio Miscoiu, professeur des universités en sciences politiques à la faculté d'études européennes de Cluj-Napoca en Roumanie. « Si l'on fait l'addition des voix de ces deux messieurs, ils sont à plus de 30%, le camp social-démocrate est aussi à 30% et la droite classique est, elle aussi, à 30%. C'est une vraie percée. Georgescu essaiera de transformer l'essai aux législatives. »

Uruguay

Uruguay: Yamandu Orsi, candidat de la coalition de gauche, remporte l'élection présidentielle - BFMTV 25 novembre 2024

Le candidat de l'opposition de gauche à la présidentielle uruguayenne, Yamandu Orsi, a remporté ce dimanche 24 novembre le second tour de l'élection, une victoire marquant le retour au pouvoir de la gauche de l'emblématique ex-président José Mujica.

Yamandu Orsi avait fini largement en tête du premier tour le 27 octobre avec 43,9% des voix, devant Alvaro Delgado (26,8%) qui disposait cependant du réservoir de voix d'Andres Ojeda, du parti Colorado (centre droit), arrivé en troisième position (16%).

La victoire de Yamandu Orsi n'augure toutefois aucun signe de changement de direction, le président élu ayant promis, lorsqu'il était encore candidat, *"un changement sûr qui ne sera pas radical"*.

Si l'Uruguay affiche un revenu par tête élevé, ainsi que de moindres niveaux de pauvreté et d'inégalités par rapport au reste de l'Amérique du Sud, l'emploi et la sécurité ont été placés au centre des préoccupations des 3,4 millions d'habitants du pays aux 12 millions de têtes de bétail.

La gauche a misé sur sa figure tutélaire, José "Pepe" Mujica, l'ancien président (2010-2015) et ex-guérillero torturé et emprisonné sous la dictature (1973-1985), pour revenir au pouvoir après les années Tabaré Vazquez (2005-2010, puis 2015-2020) qui avaient mis fin à l'hégémonie de droite et de centre droit.

Malgré ses 89 ans, son combat contre le cancer et des difficultés à se déplacer, José Mujica a multiplié les apparitions et meetings pour attirer le vote des jeunes et indécis qui semblaient détenir la clé du scrutin.

Le président sortant Luis Lacalle Pou, au pouvoir depuis 2020, n'a pu se représenter malgré une cote de popularité de 50%, car la Constitution interdit de briguer un second mandat consécutif. Il a promis une transition "ordonnée" dans le pays le plus stable d'Amérique latine, avec des partis à la longue histoire, aux identités claires malgré leurs unions dans des coalitions et dont l'appartenance se transmet à l'intérieur même des familles.

Des élections générales concomitantes du 1er tour ont vu le Frente Amplio remporter 16 des 30 sièges du Sénat et 48 des 99 sièges de la Chambre des députés.

Espagne.

Espagne: des dizaines de milliers de personnes manifestent à Barcelone contre les loyers excessifs - RFI 24 novembre 2024

Ce samedi 23 novembre, 175 000 manifestants selon les organisateurs, 22 000 selon la police municipale, ont participé à une marche à Barcelone contre le prix des loyers qui ne cesse d'augmenter.

À Barcelone, les loyers ont augmenté de 70% en dix ans, soit quatre fois plus que les salaires. Une situation qui devient intenable et qui a mobilisé des milliers de manifestants ce samedi 23 novembre dans les rues de la capitale catalane, dont María Barreda : *« Notre fils a 35 ans et il vit toujours chez nous parce qu'il ne peut pas louer ! Et il a un travail, il est fonctionnaire. Mais les loyers coûtent presque autant que son salaire. »* Le loyer moyen à Barcelone a atteint 1 200 euros alors que le salaire minimum est de 1 135 euros.

Les organisateurs de cette mobilisation réclament une baisse de 50% des loyers, la réquisition des appartements touristiques ainsi que l'interdiction des achats immobiliers spéculatifs. Si leurs revendications ne sont pas entendues, ils menacent d'une grève des loyers. RFI 24 novembre 2024